DIAL

L'actualité en bref - février 2003

Nicolas Pinet

samedi 1er mars 2003, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

Mardi 11 février, les États-Unis ont proposé aux 33 autres pays qui participent aux négociations de la ZLÉA (Zone de libre échange des Amériques) d'éliminer progressivement, d'ici à 5 ans, toutes les barrières douanières sur les produits textiles et les vêtements. Le gouvernement de George W. Bush a déclaré qu'il prévoyait aussi d'éliminer les taxes sur près des deux tiers des biens industriels et de consommation importés par les États-Unis une fois que la ZLÉA entrerait en vigueur.

Les envois d'argent effectués par des ressortissants des Caraïbes ou d'Amérique latine installés dans les pays du Nord ont augmenté de 17,6 % en un an, atteignant la somme de 32 000 millions de dollars en 2002, selon la BID (Banque interaméricaine de développement). C'est la région du monde qui reçoit le plus d'envois d'argent (un tiers du total), c'est donc aussi la région d'origine d'un grand nombre d'immigrants cherchant une situation meilleure.

AMÉRIQUE CENTRALE

La première phase des négociations commerciales entre les États-Unis et les cinq pays d'Amérique centrale du groupe G-5 (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) s'est achevée fin janvier sans résultats concrets.

MERCOSUR

Fin janvier, le voyage au Brésil du Commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, destiné à faire avancer les négociations d'un Traité de libre commerce entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur (Marché commun du Sud) - la signature est prévue pour 2004 -, n'a donné que peu de résultats. L'UE se plaint du faible pourcentage de produits détaxés proposés par le Mercosur. Ce dernier demande la fin du protectionnisme et des subventions agricoles de l'UE.

Les 4 ministres des Affaires étrangères du Mercosur ont annoncé, mardi 4 février lors d'une réunion à Montevideo, qu'ils participeront de manière groupée aux négociations de la ZLÉA, dont l'achèvement est prévu pour 2005. Le nouveau gouvernement brésilien se rallie ainsi apparemment à un projet auquel le PT (Parti des travailleurs) - dont le président actuel est issu - s'était traditionnellement montré hostile.

ARGENTINE

D'après un rapport de l'Institut national de statistiques et de recensements, publié fin janvier, la pauvreté a augmenté de 53 à 57 % de la population entre mai et octobre 2002, malgré les quelques signes de réactivation apparus depuis juin. Parmi les pauvres, la proportion d'indigents a elle aussi augmenté passant de 24,8 à 27,5%.

BOLIVIE

L’annonce par le gouvernement d’une augmentation de 12,5 % des impôts sur les salaires, déclarée nécessaire pour diminuer le déficit budgétaire et obtenir ainsi un crédit de 4 milliards de dollars du FMI (Fonds monétaire international) a déclenché, mercredi 12 février, d’importantes manifestations de policiers et d’étudiants, suivies d’incendies et de pillages. Le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada a alors annulé la mesure et militarisé La Paz, la ville principale du pays. Le calme est revenu après deux jours de violence. On compte au moins 27 morts et plus de 100 blessés.

BRÉSIL

Le Brésil a présenté, mi-février, à l’Organisation mondiale du commerce (OMC) un recours dénonçant comme irrégulières les subventions accordées par les États-Unis aux producteurs de coton et par l’Union européenne aux producteurs sucriers. L’OMC doit mettre en place dans le mois qui vient un comité d’arbitrage, chargé de trancher sur la question.

CHILI

Les tribunaux chiliens ont ouvert en décembre 2002 - 28 ans après les faits - une enquête concernant l’assassinat en 1974 à Buenos Aires du général Carlos Prats, commandant en chef des armées sous le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973). Le magistrat Alejandro Solis, chargé de l’enquête, vient d’inculper cinq anciens chefs de la DINA, la police militaire secrète de la dictature d’Auguste Pinochet (1973-1990).

COLOMBIE

Le gouvernement colombien prépare un projet de statut terroriste qui devrait être présenté au Congrès législatif à partir de mi-mars, dans un contexte de recrudescence d’attentats meurtriers. Le projet modifie et ajoute des articles au Code pénal. Un des articles les plus critiqués prévoit des peines de 8 à 12 ans de prison en cas de publication dans les médias d’informations pouvant nuire à la lutte antiterroriste.

L’envoi par les États-Unis d’experts militaires pour participer aux tentatives de sauvetage des 3 fonctionnaires états-uniens pris en otages par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) le 13 février a déclenché un important débat juridico-politique sur la question des risques d’ingérence et des procédures juridiques à respecter.

CUBA

Le coût élevé de la vie, relativement aux salaires reçus, est une des préoccupations récurrentes dans la population cubaine, pour les familles qui ne reçoivent pas d’argent de l’extérieur ou qui n’ont qu’une seule activité professionnelle.

ÉQUATEUR

Le président équatorien, Lucio Gutiérrez, a déclaré « vouloir devenir un des meilleurs alliés des États-Unis dans [leurs] secteurs d’intérêt commun ». Il a aussi appelé à soutenir le président colombien Alvaro Uribe, signé une Déclaration de principes avec le FMI (Fonds monétaire international), et prépare l’ouverture du secteur pétrolier aux investissements étrangers. La Confédération des nationalités indigènes (CONAIE) reproche au président de ne pas tenir ses promesses électorales et de mettre en place des politiques néo-libérales. Lors de son assemblée nationale, mardi 18 février, elle a résolu de lui donner un mois pour changer de politique économique. Dans le cas contraire, elle lui retirera son soutien et engagera les actions qui lui sembleront adéquates, ce qui n’exclut pas la possibilité d’un soulèvement indigène.

GUATEMALA

La Cour interaméricaine des Droits humains a initié dans la seconde quinzaine de février un procès contre l'État guatémaltèque, considéré responsable de l'assassinat de Myrna Mack, une anthropologue guatémaltèque. Cette dernière avait été tuée devant son bureau, le 11 septembre 1990, par un sous-officier de l'armée active.

MEXIQUE

Les mobilisations des organisations agricoles continuent à réclamer une action gouvernementale pour éviter la ruine du secteur, alors qu'environ 600 agriculteurs quittent chaque jour leurs terres pour fuir la pauvreté.

Début février, le Mexique a obtenu de la Cour de justice internationale qu'elle ordonne la suspension de l'exécution de trois mexicains condamnés à mort aux États-Unis. Le Mexique accusait les autorités juridiques états-uniennes de n'avoir pas respecté la Convention de Vienne, qui autorise les accusés ressortissants d'un pays tiers à bénéficier d'une assistance consulaire. Rien n'indique cependant que les États-Unis respecteront le verdict.

Le Mexique, qui dispose jusqu'en décembre 2003 d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, est favorable à une solution pacifique en Irak et s'oppose à une offensive unilatérale des États-Unis, malgré les pressions de son voisin et les menaces de représailles économiques.

PARAGUAY

Le sénat, chargé de juger l'actuel président Luis González Macchi, accusé de corruption, n'a pas réuni les 30 voix (sur 44) nécessaires à sa destitution, 18 sénateurs ayant voté en sa faveur. Cette décision, prise le 11 février sans que soit réfutée aucune des accusations qui pesaient sur lui, a été reçue dans l'indignation par divers secteurs de la société et discrédite les partis politiques qui devront pourtant faire face à une échéance électorale en avril.

EL SALVADOR

L'OMC (Organisation mondiale du commerce) a choisi d'ignorer les accusations de la principale confédération syndicale internationale, la Confédération internationale des organisations syndicales libres (CIOSL), contre le gouvernement salvadorien, accusé de violations du droit du travail dans les zones de maquilas. Après analyse, début février, le secrétariat de l'OMC a félicité le gouvernement de Francisco Flores pour sa politique économique et commerciale.

VENEZUELA

Les deux mois de grève contre le gouvernement d'Hugo Chávez ont entraîné une vague de licenciements et la récession qui suit risque de faire encore grimper le taux de chômage. Depuis le 6 février, le gouvernement a mis en place un contrôle du change et des prix pour lutter contre la crise économique.

Un groupe de jeunes journalistes vénézuéliens travaillant pour la presse, la radio ou la télévision vient de se former pour réfléchir sur le rôle des médias dans cette période de crise et de polarisation politique. Les intégrants ont choisi de nommer l'association « Ceux du milieu ».

Des sondages réalisés par deux instituts désignent Chávez comme largement perdant en cas de nouvelles élections ou d'un référendum. Les divisions de l'opposition se sont renforcées avec la décision de la majorité d'Action démocratique, une des forces principales du mouvement antichaviste, d'exiger la démission de son secrétaire général actuel, Rafael Marín, accusé d'affinité avec les militaires putschistes d'avril 2002.

Le gouvernement et l'opposition ont finalement signé, mardi 18 février, une « Déclaration contre la violence, pour la paix et la démocratie » dénonçant la violence verbale et l'intolérance et appelant de ses vœux le respect des différences… C'est la première réussite de la Table de dialogue animée depuis plus de 3 mois par le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), César Gaviria.

Les mandats d'arrêt délivrés le 20 février par un tribunal de Caracas contre deux leaders de l'opposition, le président de la centrale patronale, Fedecámaras, Carlos Fernández, et celui de la Confédération des travailleurs de Venezuela (CTV), Carlos Ortega, ont ravivé les tensions politiques. Le premier a été détenu, alors que le second a choisi de passer à la clandestinité. L'OEA, les États-Unis, l'Espagne et la Colombie ont critiqué la décision judiciaire. Dans ce contexte, les attentats aux explosifs contre le consulat colombien et l'Agence de coopération espagnole, survenus dans la nuit du 24 au 25 février, ont encore augmenté la violence du conflit.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.